



**Organisation des Nations Unies  
pour l'Alimentation et l'Agriculture**

**SITUATION MONDIALE POUR 1947  
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE**

**Genève  
Août 1947**

Organisation des Nations Unies  
pour l'Alimentation et l'Agriculture

# SITUATION MONDIALE POUR 1947 DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Etude préparée en vue de la troisième session  
de la Conférence de la FAO,  
Genève, 25 août 1947

*Prix aux Etats-Unis : 20 cents*

**Genève**  
**Août 1947**

## RÉSUMÉ

**La situation alimentaire mondiale et ses perspectives** prochaines et lointaines formeront le thème principal des discussions de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, dont la troisième session s'ouvre à Genève le 25 août.

**Les mesures à prendre** y seront l'objet des décisions des délégués de quelque 50 nations.

**La pénurie** persistera dans la plus grande partie de l'Europe et de l'Asie durant les années à venir non seulement pour les denrées alimentaires mais aussi pour le bois de construction et les autres produits forestiers, les textiles, les semences, les engrais, les moyens de traction et l'équipement agricole.

Les espoirs dans le redressement progressif des approvisionnements alimentaires indigènes de l'Europe se sont évanouis à la suite du mauvais temps qui a sévi l'hiver dernier.

A moins que le volume des importations ne puisse être augmenté, les rations alimentaires en Europe centrale et occidentale seront encore plus faibles l'année prochaine et, en Asie, elles resteront au niveau actuel qui est très bas.

**Même le maintien du niveau actuel** exigera des mesures énergiques.

Vingt-huit millions de tonnes\* de grain ont été importées dans les régions déficitaires au cours de l'année 1946/47.

On peut estimer de 34 à 38 millions de tonnes les besoins minima d'importation de l'Europe, de l'Afrique du Nord et de l'Asie pour l'année 1947/48 — et ce montant ne prévoit aucune amélioration des rations de pain ni une augmentation des quantités de grain affectées à la nourriture du bétail, ni une augmentation des réserves.

En regard de ces besoins, on peut estimer approximativement à 30 ou 34 millions de tonnes les quantités de grain pouvant être exportées par les pays disposant d'excédents.

Même en ayant des approvisionnements légèrement plus élevés en certains autres produits alimentaires, en particulier les pommes de terre, le sucre et les matières grasses, la situation continuera à être très sérieuse.

La cessation des activités de l'UNRRA et les multiples difficultés relatives aux devises étrangères rendent le problème plus critique pour les nations dont la situation commerciale est faible.

**Tout délai** apporté à l'amélioration de cette situation affecte la capacité de travail de la main-d'œuvre, ralentit la reconstruction, augmente les conséquences physiques d'une sous-alimentation prolongée et aggrave les malaises sociaux.

**Des mesures peuvent encore être prises** pour améliorer la récolte de 1948.

On pourrait dans les prochains six mois livrer plus d'engrais, d'outillage agricole et d'insecticides et produits similaires aux régions les plus nécessiteuses.

Pour y parvenir, le premier pas devrait être l'établissement immédiat d'un comité intergouvernemental pour chaque grande région déficitaire. Ces comités

---

\* Dans ce document, il s'agit partout de tonnes *métriques*.

coordonneraient les besoins des divers pays et examineraient les possibilités de livraison avec les pays fournisseurs.

**Le retour à la production d'avant la guerre ne suffit pas.**

La population mondiale augmente de 15 à 20 millions chaque année et la demande en produits alimentaires est partout plus forte qu'avant la guerre.

La solution à une disette imminente se trouve dans une expansion soutenue de la production.

En Asie, où le problème alimentaire est ancien, la difficulté essentielle réside dans le surpeuplement de ce continent.

Il est nécessaire de moderniser l'agriculture en vue d'augmenter le rendement par hectare et il faut trouver un autre emploi pour les millions d'êtres humains dont la terre n'aura plus besoin si l'agriculture bénéficie d'améliorations. Même avec une production modernisée, les pays asiatiques auront besoin de procéder à des importations alimentaires sur une grande échelle pour obtenir des régimes alimentaires satisfaisants.

L'Europe a également besoin de programmes à long terme pour l'amélioration et la réorientation de l'agriculture.

**Deux soupapes de sûreté**, l'Amérique latine et l'Afrique, devraient permettre d'atténuer la pression grandissante de la population du globe sur les approvisionnements alimentaires mondiaux.

Ces deux continents sont très peu peuplés et possèdent d'énormes étendues exploitables qui ne sont que partiellement ou pas du tout mises en valeur.

Ils pourraient produire de grandes quantités de nourriture au delà de leurs propres besoins. L'analyse — comme la synthèse — de ces possibilités est encore toute à faire.

On a déjà commencé à établir des programmes de colonisation et à pratiquer la culture mécanisée. La FAO est disposée à prêter son concours en vue de nouveaux développements.

**Le point faible** de tout plan tendant à faire face à des besoins accablants grâce à une plus grande production, que ce soit maintenant ou dans l'avenir, c'est qu'il fait craindre l'apparition d'excédents.

Il est à craindre également que le manque de devises étrangères ne réduise les demandes d'importation ; qu'en tout cas les demandes diminuent lorsque les besoins de secours auront été couverts ; ou encore, que les matières synthétiques remplacent beaucoup de produits agricoles.

Aussi de gros investissements pour le développement considérable de nouvelles productions en vue de l'exportation peuvent ne pas être rentables.

L'incertitude concernant les futurs marchés empêche tout effort soutenu pour augmenter la production de beaucoup de denrées agricoles. Les producteurs de certaines matières — caoutchouc naturel, par exemple — trouvent déjà que leurs moyens d'existence sont menacés.

Si les gouvernements, les grandes entreprises et les cultivateurs doivent coopérer à l'exécution de programmes internationaux prévoyant une production à plein rendement, ces plans devront inclure certaines garanties concernant l'extension des marchés et le maintien de prix raisonnables.

**La consultation intergouvernementale** sera nécessaire à chaque phase du problème : disettes, expansion à long terme et excédents de produits.

C'est pour permettre à cette consultation d'avoir lieu que la Commission préparatoire chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale a recommandé que la Conférence de la FAO procède régulièrement chaque année

à un examen général de la situation de l'alimentation et de l'agriculture, des forêts et des pêches. Le premier examen général aura lieu cette année au cours de la Conférence de Genève.

La Commission a en outre proposé la création d'un conseil de 18 nations de la FAO, *Conseil mondial de l'Alimentation*, qui, dans l'intervalle des sessions, examinerait de temps à autre l'évolution de la situation, et conseillerait les gouvernements au sujet des adaptations qui pourraient s'imposer.

**Au cours du premier examen général**, les discussions porteront principalement sur les activités qui pourraient être entreprises par le conseil durant l'année qui vient :

- 1) Assumer les attributions du Conseil international de la Crise alimentaire (IEFC) en ce qui concerne les allocations de produits alimentaires et d'engrais et maintenir les comités de produits.
- 2) Assurer au maximum la mobilisation des produits alimentaires pour la consommation humaine au cours de l'année 1947/48, ce qui comporte le renforcement des mesures pour la collecte et pour l'économie des denrées alimentaires, et de nouveaux efforts pour que les pays exportateurs expédient le maximum possible d'aliments.
- 3) Accélérer la livraison des produits qui permettront d'augmenter la récolte de 1948 dans les pays où les rations sont déficitaires.
- 4) Encourager l'établissement de programmes de nutrition et de développement agricole à long terme pour certains pays et certaines régions et agir sur les aspects économiques généraux en collaboration avec les autres institutions spécialisées et avec les Nations Unies.
- 5) Examiner la situation denrée par denrée pour l'agriculture, les forêts et les pêches, et encourager l'action commune des gouvernements, y compris des études qui mèneraient, le cas échéant, à des accords sur les produits. Au cours de ces travaux, le conseil devrait maintenir un contact étroit avec le Comité intérimaire de coordination pour les accords intergouvernementaux sur les produits.

**La décision primordiale** qui devra être prise à Genève est de savoir si un tel conseil doit être établi en vue de permettre à la FAO de remplir ces fonctions ainsi que d'autres dont le besoin pourrait se faire sentir par la suite.

## TABLE DES MATIÈRES

|  | Pages |
|--|-------|
| Résumé . . . . .                                   | iii   |
| 1. Rapports périodiques . . . . .                  | 1     |
| 2. Approvisionnements en 1947/48 . . . . .         | 2     |
| 3. Priorités pour la récolte de 1948 . . . . .     | 8     |
| 4. Le développement de l'agriculture . . . . .     | 10    |
| 5. Excédents locaux . . . . .                      | 12    |
| 6. L'examen des programmes et le Conseil de la FAO | 14    |

## 1. RAPPORTS PÉRIODIQUES

EN adhérant à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, les Etats signataires se sont engagés à se tenir « mutuellement informés des mesures prises et des progrès accomplis dans les champs d'activités » énoncés dans le Préambule de l'Acte constitutif. Ce n'est pas dans les temps actuels que l'on peut enregistrer beaucoup de progrès vers ces objectifs. La plupart des nations ont d'abord à éloigner la famine de leurs portes.

Cependant, les rapports périodiques représentent le meilleur moyen pour les gouvernements d'exposer la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture ainsi que les problèmes auxquels ils doivent faire face — ce sont là des renseignements indispensables à la FAO si celle-ci doit leur être d'une assistance quelconque. On a en conséquence demandé aux Etats Membres de préparer ces rapports avant la Conférence de Genève afin qu'ils pussent être utilisés au cours du premier examen annuel de la situation et des perspectives de l'alimentation et l'agriculture mondiales, examen qui, selon les recommandations de la Commission préparatoire chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale<sup>1</sup>, constituera désormais une des tâches essentielles de la session annuelle de la Conférence de la FAO.

Jusqu'ici, dix-neuf Etats Membres ont fait parvenir leur rapport et d'autres seront disponibles avant la réunion de la Conférence. C'est là un résultat satisfaisant si l'on considère que de tels rapports constituent un fait

nouveau dans les affaires internationales et que la présente année est exceptionnellement difficile au double point de vue politique et économique. La plupart de ces rapports abordent une grande quantité de sujets et beaucoup contiennent une abondance de renseignements précieux qui seront d'une grande utilité à la FAO et lui permettront de développer les services qu'elle peut rendre aux Etats Membres. On espère que l'année prochaine, grâce à un préavis plus long, les Etats Membres seront tous en mesure de soumettre leur rapport.

On a largement utilisé les données contenues dans les rapports reçus jusqu'à présent pour brosser le tableau de la situation actuelle et de l'évolution probable dans un avenir immédiat. En plus de ces rapports périodiques, la FAO a utilisé les renseignements fournis au cours des réunions de la Commission préparatoire ainsi qu'au cours d'un certain nombre d'autres réunions convoquées en vue d'examiner tantôt des problèmes particuliers tantôt la situation pour certains produits importants. La FAO a aussi utilisé les données statistiques et autres fournies directement par les gouvernements ou obtenues à d'autres sources par l'Organisation. Des informations détaillées sont données dans une série de documents portant sur des sujets spéciaux et déjà distribués aux gouvernements.

Le but de la présente étude sur la *Situation mondiale pour 1947 de l'alimentation et de l'agriculture* est de résumer ces faits et de faire ressortir les principales questions sur lesquelles la Conférence de Genève aura à prendre des décisions. Ce sont avant tout des questions de politique nationale et internationale. Un autre rapport déjà distribué aux gouvernements — *le Deuxième Rapport annuel du Directeur général à la Conférence de la FAO*<sup>2</sup> — traite surtout des travaux entrepris par la FAO durant l'année passée. Ces deux documents devraient être examinés ensemble.

<sup>2</sup> FAO, *Deuxième Rapport annuel du Directeur général à la Conférence de la FAO*, Washington, D. C., juillet 1947.

<sup>1</sup> « [La Commission recommande que] la consultation intergouvernementale sur les plans et les programmes pour l'agriculture, la nutrition et le commerce international des produits agricoles constitue une partie intégrante et importante des sessions ordinaires de la Conférence de la FAO... [et] que la session ordinaire de la Conférence de la FAO qui aura lieu en 1947 essaie pour la première fois de procéder à cet examen général. » FAO, *Rapport de la Commission préparatoire chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale*, Washington, D. C., février 1947, par. 241 et 247, pp. 60 et 61.

## 2. APPROVISIONNEMENTS EN 1947/48

Le monde souffre encore de pénurie. Dans la période comprise entre juillet 1947 et juin 1948, la production alimentaire dans les pays déficitaires sera peut-être un peu moindre qu'au cours des 12 mois précédents. Bien que la production de pommes de terre, de sucre et de matières grasses soit probablement plus grande et bien qu'une modeste augmentation soit possible dans certaines régions pour les produits de bétail, tous ces gains sont susceptibles d'être contrebalancés par une chute dans les récoltes de céréales à la suite des intempéries. Le redressement progressif d'après guerre de l'agriculture mondiale a été temporairement arrêté cette année dans beaucoup de régions par des facteurs qui échappent au contrôle de l'homme.

On pourra peut-être augmenter suffisamment les exportations de denrées alimentaires par les pays excédentaires pour contrebalancer la diminution de la production des pays déficitaires, mais on ne peut guère espérer qu'elle permettra une amélioration sensible des régimes alimentaires.

Dans les pays déficitaires, l'état général de sous-alimentation persistera et toute amélioration minimale ou locale ne réduira pas de beaucoup les effets accumulés de privations prolongées.

### CÉRÉALES

On s'attend à ce que la récolte de céréales dans l'hémisphère nord soit inférieure à celle de 1946 à cause des gelées en Europe, de la rouille dans l'Inde, de la sécheresse en Chine et de pluies excessives aux Etats-Unis d'Amérique. La production de l'Europe en céréales panifiables se trouvera peut-être réduite de 4 à 6 millions de tonnes et l'on prévoit que la récolte de blé de l'Inde subira une diminution d'environ 1 million de tonnes.

Quoiqu'ils aient cette année la plus grande récolte de blé de leur histoire, les Etats-Unis d'Amérique s'attendent à ce que la production de maïs et d'autres céréales utilisées comme fourrage soit moindre qu'en 1946, ce qui pourrait impliquer une situation grave pour l'alimentation du bétail, malgré un report considérable de maïs. C'est seulement dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et dans certaines autres régions de l'Europe orientale que l'on peut espérer une amélioration marquée par rapport à 1946. L'U. R. S. S. a annoncé la suppression du rationnement de

pain et elle est en train de négocier des contrats en vue d'exporter d'importantes quantités de grain durant l'année qui vient.

Il est trop tôt pour évaluer les récoltes en céréales de l'hémisphère sud, mais, si des conditions climatiques moyennes persistaient, la production devrait dépasser le niveau des récentes années qui avait été affecté par la sécheresse. Il en est de même pour le riz ; il est trop tôt pour faire des prévisions, mais une certaine amélioration est probable. Des inondations ont endommagé les récoltes de riz dans le sud de la Chine, mais l'Inde envisage une meilleure récolte qu'en 1946/47. La récolte du Japon surpassera peut-être celle de l'année dernière qui était déjà excellente. L'Indochine exportera probablement moins, tandis qu'il y a des espoirs d'amélioration en Birmanie. Dans l'ensemble, les exportations de riz, y compris celles provenant de l'hémisphère occidental et de l'Égypte, augmenteront peut-être d'un demi-million de tonnes<sup>3</sup>.

### POMMES DE TERRE

Dans beaucoup de pays européens, la pomme de terre est l'aliment le plus important après le pain. Si des conditions climatiques moyennes persistent jusqu'au ramassage, la récolte à venir, qui couvre des superficies accrues, devrait être plus importante que celle de 1946/47. Etant donné la pénurie alimentaire générale, la consommation en pommes de terre a largement dépassé le niveau d'avant guerre dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, les approvisionnements ayant été affectés à la nourriture humaine et non à celle du bétail. Toute reprise nouvelle de la production cette année, notamment dans l'Europe orientale, devrait permettre à ces peuples d'augmenter leur consommation de pommes de terre.

### SUCRE

Les approvisionnements mondiaux en sucre en 1947/48 ne seront probablement qu'un peu supérieurs à ceux de 1946/47 car une augmentation considérable de la production en Europe, en U. R. S. S., et aux Philippines sera peut-être presque entièrement compensée par la réduction prévue de la production cubaine. Mais, la reprise de la production en Europe

<sup>3</sup> Un compte rendu à jour de la situation mondiale des céréales et du riz sera préparé et disponible immédiatement avant la Conférence de Genève.



(Allemagne exclue), n'implique pas seulement une amélioration dans la ration de sucre ; elle entraîne aussi, pour beaucoup de pays, une économie de devises étrangères dont ils sont à court.

En Extrême-Orient, il est improbable que Java exporte des quantités importantes. Pour cette raison, ainsi que pour plusieurs autres, l'Inde, le Japon et la Corée doivent, pour le moment, importer leur sucre principalement de Cuba et des Etats-Unis d'Amérique.

Cuba qui, durant la guerre, avait poussé sa production jusqu'à un niveau phénoménal, afin d'aider les Nations Unies, pourra avoir à résoudre le problème d'une réadaptation de grande envergure. La rareté des dollars, le prix mondial actuel très élevé du sucre, et la renaissance de la production dans les pays ravagés par la guerre, menacent de réduire considérablement la demande de sucre cubain. Une action internationale est nécessaire ici afin de trouver une solution, non pas comme avant la guerre, par des restrictions, mais par des programmes positifs permettant de supprimer les obstacles à la consommation dans les pays faibles consommateurs et pour les catégories disposant de revenus minimes.

#### MATIÈRES GRASSES

La production de graisses et d'huiles continue sa progression lente mais régulière et l'approvisionnement en 1947/48 devrait être meilleur qu'en 1946/47. Le Canada et les Etats-Unis d'Amérique ayant promis de substantielles augmentations de prix, les superficies consacrées aux graines oléagineuses dans ces pays ont brusquement augmenté, et on s'attend à une large production qui permettra peut-être aux Etats-Unis de procéder à des exportations. Des exportations plus importantes qu'au cours de la saison décevante de 1946/47 devraient être effectuées par l'Argentine. Les exportations de coprah des Philippines se maintiendront sans doute à des niveaux élevés, tandis que de modestes quantités d'huile parviendront peut-être de l'Inde et de la Malaisie. L'Europe méditerranéenne bénéficiera vraisemblablement d'une meilleure récolte d'huile d'olive qu'en 1946/47, mais pour l'Europe en général, la production de matières grasses animales ne pourra s'accroître beaucoup aussi longtemps que de plus grandes quantités de matières destinées à l'alimentation du bétail ne seront pas disponibles, soit par importation soit par l'amélioration des pâturages et des autres ressources indigènes.

Si une quantité suffisante de devises étrangères pouvait être consacrée à une augmenta-

tion des importations, et si le système des allocations est maintenu, la consommation dans la plupart des pays déficitaires européens, à part l'Allemagne, devrait atteindre de 70 à 75 % de la consommation d'avant guerre au lieu de 60 à 65 % en 1946/47. En Amérique latine, dans l'Inde et dans d'autres régions exportatrices, l'augmentation de la consommation par tête enregistrée durant la guerre subsistera sans doute, d'où une réduction des quantités de matières grasses disponibles pour l'exportation.

#### PRODUITS DU BÉTAIL

La production de viande et de lait en 1947/48 ne s'accroîtra que légèrement par rapport à 1946/47 car, si l'on peut escompter en Europe et dans l'hémisphère sud une certaine augmentation des productions nationales de plantes fourragères, la pénurie mondiale des produits destinés à l'alimentation du bétail continue. En Europe — y compris le Royaume-Uni, qui est la principale région importatrice — l'effectif de bétail augmentera peut-être un peu, mais surtout pour les reproducteurs et les jeunes animaux. On s'attend à ce que la production en viande reste basse en Europe — environ 60 % par rapport à l'avant-guerre. La production de lait et de beurre restera probablement inchangée à environ deux tiers de celle d'avant guerre, principalement à cause du manque de grain et de tourteaux.

Dans les pays exportateurs de l'hémisphère sud, où la production de viande et de produits laitiers s'est maintenue à peu près au niveau d'avant guerre, il y aura peut-être une certaine augmentation en 1947/48. En Amérique du Nord, la production dépasse largement celle d'avant guerre et elle se maintiendra vraisemblablement à son niveau actuel.

Le facteur prédominant du commerce international des produits du bétail est constitué par les importations du Royaume-Uni qui, dans une large mesure, sont assurées par des contrats à long terme. Le volume des importations ne devrait pas dépasser les niveaux de l'année dernière. Mais les importations, principalement de viande et de lait transformé (lait condensé ou concentré et lait en poudre), des pays secourus par l'Administration des Nations Unies pour le secours et la restauration cesseront virtuellement avec la fermeture de l'UNRRA, les pays intéressés ne possédant pas de devises étrangères en quantité suffisante pour acheter de telles denrées aux prix actuels.

Il convient de remarquer qu'il n'existe plus de prix mondiaux pour ces produits mais plu-

tôt un prix différent selon chaque contrat ou accord commercial. C'est ainsi que durant l'année 1946/47 les prix d'exportation de beurre danois ont varié entre 4,19 couronnes par kilogramme pour les expéditions dans le Royaume-Uni et 8,70 couronnes par kilogramme pour la Finlande. Le Royaume-Uni a payé de 4 à 4,50 pence la livre de bœuf à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, mais paie 21,23 pence la livre aux Etats-Unis. A titre indicatif, et dans la mesure où les prix d'importation du blé ont une répercussion sur les prix des céréales secondaires destinées à l'alimentation du bétail, il peut être noté qu'au début de l'été, le froment se vendait \$1,55 le bushel d'après le contrat entre le Canada et le Royaume-Uni, mais sur le marché de Chicago il se vendait \$2,50 et dans les contrats conclus par l'Argentine entre \$3,60 et \$4,80. Une diversité analogue de prix, quoique moins grande, caractérise à l'heure actuelle le commerce de plusieurs autres produits agricoles.

## POISSON

La production mondiale en poisson a progressivement augmenté depuis la fin de la guerre, mais n'a pas encore rejoint le niveau d'avant guerre. On espère que la reprise continuera l'année prochaine. A part le Japon, la France et l'Allemagne, la plupart des pays possédant d'importantes pêcheries devraient mettre à terre des quantités égales, ou presque, à celles d'avant guerre. Cependant, dans plusieurs pays éprouvés par la guerre, la crise des transports empêche une large distribution du poisson en dehors des régions côtières et ces difficultés persisteront en 1947/48. Du point de vue alimentaire, une distribution plus étendue de poisson serait le meilleur moyen d'augmenter la quantité insuffisante de protéines animales de la plupart des régimes alimentaires urbains. **A Genève, la Conférence demandera peut-être aux gouvernements des pays où l'alimentation est déficitaire d'examiner à nouveau la possibilité d'améliorer immédiatement certains aspects du commerce et du transport du poisson.**

Le commerce international du poisson évolue rapidement de celui du poisson frais et frigorifié à celui du poisson salé et mis en boîte. Les disponibilités exportables en poisson conservé devraient être en 1947/48 légèrement supérieures à celles de l'année dernière étant donné l'accroissement de la production en Norvège et au Royaume-Uni. La contribution japonaise si importante avant la guerre fait toujours entièrement défaut. Les exportations

de morue salée en 1947/48 devraient être comparables au niveau de la période 1935-1938, étant donné une rapide reprise de la production en Scandinavie durant les deux dernières années. La pêche au hareng, réduite durant et depuis la guerre, s'améliorera peut-être ; mais seulement 40 % de son produit sert à la consommation humaine, le reste étant utilisé pour la fabrication d'huile, de farine et d'appâts.

## FIBRES ET TEXTILES

Dans ce bref examen des approvisionnements mondiaux, il est important de considérer non seulement les denrées alimentaires mais également les autres principaux produits agricoles. Ces produits répondent à des besoins de première nécessité, par exemple l'habillement et le logement, et leur production constitue le gagne-pain de plusieurs millions d'agriculteurs à travers le monde.

La production mondiale en 1947/48 des cinq principales fibres produites pour le vêtement et l'ameublement — à savoir le coton, la laine, le lin, la soie et la rayonne — devrait être un peu supérieure à celle de 1946/47, mais restera tout de même considérablement inférieure à celle de la période 1935-1939. Toutefois, les stocks de report sont si importants que les disponibilités réelles sont presque aussi considérables qu'avant la guerre. La superficie consacrée au coton, qui avait été réduite durant la guerre dans tous les grands pays producteurs à cause de la pénurie de main-d'œuvre ou de la concurrence des cultures vivrières, augmente peu à peu. L'industrie russe de lin et l'industrie japonaise de la soie ont été désorganisées par la guerre ; de plus, la soie a perdu peut-être pour toujours une grande partie de son marché au profit de fibres artificielles. Le manque de charbon et de soude caustique retarde la reprise de la production de rayonne en Italie, en Allemagne et au Japon.

Du côté des manufactures, la difficulté la plus fréquente continue à être la pénurie de main-d'œuvre, cette main-d'œuvre pouvant, à une époque où le chômage n'existe pas, trouver du travail mieux rémunéré ailleurs. Le manque de combustibles, d'énergie et de produits chimiques a également entravé la production. Entre 1939 et 1947, le prix du coton brut a presque quadruplé pendant que le prix de la laine doublait. Beaucoup de pays éprouvent de la difficulté, surtout aux cours actuels, à payer leurs importations de fibres brutes, quoique pour certains pays cette difficulté ait été tournée par des accords consistant à four-

nir des fibres textiles à crédit et à accepter le paiement sous forme de produits finis importés. Le Royaume-Uni a déjà annoncé une réduction de ses achats de coton brut et il semble probable qu'en 1947/48 la demande globale d'importations de fibres brutes, particulièrement de coton, baissera à moins qu'une aide financière ne soit accordée aux pays déficitaires. La consommation de produits textiles reste faible dans beaucoup de pays. En Extrême-Orient, la consommation varie encore entre la moitié et un dixième de celle d'avant guerre. En Europe, la production textile a subi un redressement plus rapide, mais dans la plupart des pays, la consommation reste inférieure de 20 à 40 % au niveau d'avant guerre. Les livraisons devraient augmenter encore en 1947/48, mais il faudra quelques années avant que le retard ne soit rattrapé.

## PRODUITS FORESTIERS

La pénurie de bois de construction continuera à retarder beaucoup de projets de construction en 1947/48, surtout pour l'habitation. Durant la guerre, la production et la consommation de produits forestiers se sont rapidement accrues au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique, tandis que par contre, les disponibilités en Europe et au Japon étaient sérieusement diminuées. Depuis la guerre, les pays exportateurs de bois de construction de la Scandinavie et de l'Europe orientale, qui produisent moins tout en consommant plus, n'ont pas retrouvé leur niveau d'exportation d'avant guerre. Comme il s'y ajoute la difficulté de financer les importations provenant de l'Amérique du Nord, surtout au prix actuel très élevé du bois de construction, la grande pénurie qui sévit en Europe occidentale, dans le Royaume-Uni et au Japon se prolonge. Dans le Royaume-Uni, par exemple, la consommation ne s'élève guère à plus de la moitié de celle d'avant guerre.

Au cours de la conférence internationale du bois convoquée par la FAO à Marianské-Lazné au mois de mai dernier, un projet a été élaboré pour faire face à cette situation. La conférence a recommandé une augmentation de 10 % de l'abattage dans les pays européens pendant les deux années à venir, ainsi que l'introduction de mesures de contrôle puis d'économie dans l'utilisation du bois de construction. La conférence insista pour que des mesures soient prises en vue d'obtenir, pour les pays déficitaires, de plus importantes

exportations en provenance de l'Allemagne, de l'U. R. S. S. et de l'Amérique du Nord.

La production de pâte à papier et de papier dépasse de loin celle d'avant guerre, mais l'accroissement de la production ainsi que de la consommation est limité à l'Amérique du Nord. De nombreux pays européens disposent de moins de la moitié des quantités d'avant guerre. La production de l'Europe peut être augmentée en 1948 à condition qu'on expédie plus de charbon vers les pays scandinaves. Mais ces pays essaient de vendre leurs exportations dans les régions possédant une monnaie stable plutôt que de vendre aux pays déficitaires de l'Europe. L'approvisionnement en bois de soutènement s'est temporairement haussé au niveau de la demande actuelle, tandis que l'usage du contre-plaqué prend une rapide extension.

L'approvisionnement mondial en bois de charpente peut à la longue être augmenté en ouvrant les forêts tropicales à l'exploitation, particulièrement en Amérique latine. On commence à mettre ce projet à exécution, mais il reste encore à assurer un marché aux principaux bois ainsi disponibles.

**La Conférence décidera peut-être de confirmer les recommandations de la conférence de Marianské-Lazné et de demander à la FAO de tenir son conseil régulièrement au courant, particulièrement en ce qui concerne la coopération avec la Commission économique pour l'Europe pour l'étude des problèmes européens immédiats, et en ce qui concerne le développement des politiques forestières en Amérique latine et en Extrême-Orient.**

## CAOUTCHOUC

La reprise de la production de caoutchouc naturel dans l'Asie du Sud-Ouest a été extraordinairement rapide. Avec environ 1,2 million de tonnes, la production mondiale en 1947 a déjà dépassé la moyenne d'avant guerre et, en 1948, la production sera encore plus élevée. Les petites exploitations indigènes ont naturellement repris leur activité plus rapidement que les grands domaines qui doivent faire face à des difficultés de main-d'œuvre et autres. A l'heure actuelle, les petites exploitations fournissent plus de la moitié de l'approvisionnement total en caoutchouc.

La production actuelle de caoutchouc naturel et synthétique dépasse déjà la consommation courante de caoutchouc neuf. Et pourtant, en 1948, la production sera supérieure

et la demande inférieure, car une partie de l'arrière actuel de la demande aura été satisfait. Le danger imminent d'excédents se reflète dans les prix du caoutchouc. Les cotations de décembre sont inférieures à 16 cents (U. S. A.) à la livre et les cotations de juillet 1948 descendent presque à 14 cents. Il a été recommandé aux Etats-Unis d'Amérique qu'une certaine capacité de fabrication de caoutchouc synthétique soit maintenue, et quoique aucune quantité n'ait encore été officiellement fixée, la production totale de caoutchouc synthétique aux Etats-Unis et dans les autres pays producteurs atteindra probablement au moins 500.000 tonnes. En l'ajoutant à la production de caoutchouc naturel, on obtient une production mondiale annuelle de 2,2 millions de tonnes, alors que, en escomptant un haut degré de prospérité, la consommation s'élèvera à 1,6 million de tonnes. Dans une telle situation, que les prix s'effondrent ou que des restrictions soient imposées à la production, de sérieuses difficultés menacent les pays, comme ceux de l'Amérique latine, dont la production a été accrue pendant la guerre au prix de dépenses considérables. De plus, cela réduirait à la misère des millions de producteurs et leurs familles dans l'Asie du Sud-Est. La possibilité de traiter ce problème d'une manière constructive est examinée plus loin (voir Section 5).

#### BILAN GÉNÉRAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Les dommages causés à l'agriculture en Asie et en Europe par la guerre sont en train de se réparer lentement, mais les intempéries ont arrêté la reprise de la production alimentaire cette année, surtout dans certaines parties de l'Europe. En Asie, la quantité totale de la production alimentaire indigène restera vraisemblablement inchangée par rapport à l'année 1946/47. Aussi, à moins que les importations de denrées alimentaires puissent être augmentées, il semble qu'il y ait peu ou pas de perspectives d'améliorer le niveau très peu satisfaisant de 1.700 à 2.000 calories. Dans les autres principales régions déficitaires — à savoir, l'Europe centrale et occidentale — les approvisionnements indigènes en denrées alimentaires seront sans doute beaucoup plus faibles en 1947/48 et le niveau déjà bas des calories risque encore de tomber de 5 à 10 %, à moins qu'on puisse augmenter les importations de nourriture.

Heureusement on escompte que la production alimentaire dans les principales régions exportatrices du monde sera plus grande qu'en 1946/47. Des quantités supérieures de matières grasses et de céréales devraient être disponibles pour l'exportation surtout en provenance de l'hémisphère sud. En plus des sources habituelles d'approvisionnement, l'U. R. S. S. et l'Europe du Sud-Est devraient disposer d'une certaine quantité de céréales pour l'exportation.

Il est important d'avoir une idée préliminaire des relations entre les approvisionnements et les besoins ainsi que des mesures intergouvernementales éventuellement nécessaires. La conférence des céréales qui s'est réunie à Paris le 9 juillet 1947 a fait une première approximation en évaluant à 32 millions de tonnes les quantités de céréales disponibles pour l'exportation en 1947/48, alors que les besoins déclarés des pays importateurs s'élèvent à 50 millions de tonnes. Toutefois, ce dernier chiffre comprend 6 millions de tonnes pour l'alimentation du bétail et 3 millions de tonnes pour la reconstitution des stocks, ainsi qu'une marge pour permettre une augmentation en qualité et en quantité des rations de pain dans plusieurs pays. On devra se proposer des buts plus modestes.

Le meilleur moyen d'aborder la question est de prendre comme objectif le maintien des rations de céréales au niveau de l'année 1946/47, sans aucune augmentation, c'est-à-dire sans reconstitution des réserves, ni retour à la farine blanche ni accroissement de la quantité de grain donnée au bétail. Pour atteindre ce but, il faudrait que les importations de céréales soient de 6 à 10 millions de tonnes supérieures à celles de 1946/47, un chiffre plus précis ne pouvant pas être établi avant que des données plus complètes sur les récoltes ne soient disponibles. Ce total comprend 4,5 à 7 millions de tonnes pour les régions déficitaires de l'Europe et de l'Afrique du Nord, et 1,5 à 3 millions de tonnes pour l'Asie<sup>4</sup>. En ajoutant ces quantités aux importations totales de céréales de l'année 1946/47 qui se sont élevées à 28 millions de tonnes,

<sup>4</sup> Cela donnerait des approvisionnements suffisants pour le maintien des rations officielles dans des pays où elles n'ont pas toujours été respectées au cours de l'année 1946/47. En Asie, les importations sont nécessaires afin de maintenir les rations des régions déficitaires qui par suite du manque de moyens de transport ont été coupées des régions excédentaires où le niveau de consommation s'élèvera peut-être dans certains cas.

les besoins minima d'exportation peuvent être estimés entre 34 et 38 millions de tonnes<sup>5</sup>. On peut évaluer provisoirement entre 30 et 34 millions de tonnes les disponibilités pour l'exportation. Ainsi, même dans les conditions les plus favorables, il semble pratiquement impossible d'atteindre le but et de maintenir les rations de pain, à moins que de nouvelles et vastes mesures ne soient prises. Toutefois, si les rations de pain pouvaient être maintenues, cela permettrait une amélioration modeste de la valeur en calories des régimes alimentaires dans certains pays, particulièrement en Europe où l'on s'attend à une augmentation des approvisionnements en pommes de terre, sucre et matières grasses.

Il n'est en aucune façon certain qu'un tel programme d'exportation puisse être réalisé. La tâche qui attend les nations, dans l'année à venir, ne peut donc pas être de vouloir améliorer les rations de pain des pays déficitaires, mais plutôt de chercher quelles nouvelles mesures de crise pourraient être envisagées afin que les approvisionnements ne continuent pas à diminuer. Comme au cours des années précédentes, des efforts doivent être faits dans deux directions. En premier lieu les pays déficitaires devront réaliser une utilisation plus complète et plus effective de leurs récoltes de céréales, par exemple, en intensifiant la collecte dans les fermes, en détournant vers l'alimentation humaine les céréales destinées habituellement à l'alimentation du bétail, en élevant le taux d'extraction de la farine partout où ce sera possible. En second lieu, les pays exportateurs seront peut-être en mesure de mobiliser des quantités maxima pour l'exportation et d'obtenir qu'au cours de chaque mois de la campagne agricole les transports par terre et par mer soient utilisés à plein.

**La Conférence désirera peut-être attirer d'urgence l'attention des Etats Membres sur :**

- 1. L'intensification de la collecte des aliments et le renforcement des mesures de conservation et d'économie ;**
- 2. Les mesures de crise à prendre dans les pays exportateurs en vue d'augmenter les disponibilités en denrées alimentaires ;**
- 3. La continuation du système d'allocation internationale des céréales et de cer-**

<sup>5</sup> Les 28 millions de tonnes en 1946/47 comprenaient quelque 3 millions de tonnes pour l'alimentation du bétail, mais il sera probablement impossible d'empêcher une quantité au moins égale d'être utilisée comme nourriture pour le bétail en 1947/48.

**taines autres denrées alimentaires pour lesquelles il y aura pénurie pendant une autre année.**

Bien que le mécanisme de l'allocation internationale devienne de plus en plus difficile à manipuler étant donné que la pénurie alimentaire d'après guerre entre dans sa troisième année, la situation réclame toujours une telle coopération. La cessation des activités de l'UNRRA dans plusieurs pays, ajoutée aux difficultés de change qui s'accumulent dans d'autres, rendent en effet encore plus nécessaire le maintien du mécanisme qui protège ceux qui sont dans une plus faible position pour négocier. Même dans ce cas, il peut se produire, et de plus en plus souvent, que des pays ne puissent pas se permettre de recevoir leurs allocations de denrées alimentaires essentielles. Une telle décision devrait être interprétée comme un signal d'alarme, indiquant que la position du pays intéressé, en ce qui concerne les devises étrangères, exige une étude d'ensemble, et qu'il serait peut-être nécessaire de faire appel à l'aide d'autres pays et d'organismes internationaux.

Le problème alimentaire de 1947/48 n'est pas uniquement une question de cargaisons de céréales, quoique chaque cargaison compte. Il s'agit de sauver des vies humaines. Plusieurs pays de l'Asie : la Malaisie, Ceylan, l'Indonésie, la République des Philippines, le Japon et la Corée dépendent en grande partie des importations de denrées alimentaires. De plus, les principales villes côtières de l'Inde et de Chine, ainsi que certaines autres régions côtières, comptent beaucoup sur les importations et ne peuvent pas être approvisionnées de l'intérieur par suite de manque de transport et pour d'autres raisons, quand bien même la récolte indigène serait plus qu'abondante. Si les importations étaient interrompues ou réduites, la distribution, qui à l'heure actuelle est assurée dans des conditions précaires, s'effondrerait rapidement et la famine régnerait. De plus, la marge entre le régime alimentaire de crise qu'elle connaît actuellement et la famine est beaucoup plus étroite en Asie qu'en Europe.

Néanmoins, le ravitaillement est pour l'Europe également un facteur décisif. La question est de savoir si 1947/48 verra un glissement vers la désintégration politique ou bien un bon départ sur le rude sentier de la convalescence. Si les pays déficitaires n'obtiennent pas un minimum d'approvisionnement en denrées alimentaires, alors il faut s'attendre à des répercussions. La production

de charbon pourra encore baisser, une grande partie de l'industrie pourra rester inactive durant l'hiver qui va venir, et les malaises sociaux risquent de se propager à travers les villes. Si, par contre, les nations peuvent prendre les mesures draconiennes nécessaires,

individuellement et en commun, afin de faire parvenir les denrées alimentaires là où elles font défaut, les fondations seront alors posées sur lesquelles on pourra rebâtir la santé et la force des travailleurs, et la renaissance industrielle pourra se poursuivre avec assurance.

### 3. PRIORITÉS POUR LA RÉCOLTE DE 1948

A la fin des hostilités, il y avait un désir général de croire que les difficultés alimentaires seraient de courte durée. Depuis lors, chaque année beaucoup de gens ont cru que la pénurie alimentaire ne durerait qu'une saison de plus — jusqu'à la prochaine moisson. Aussi, très peu de pays ont, à un moment ou à un autre, pris des mesures suffisamment énergiques pour accroître la production des produits alimentaires de l'année suivante. Si cette attitude persiste, on ne produira pas assez de denrées alimentaires pour assurer des rations raisonnables en 1948/49. Des efforts extraordinaires devront être faits dans toutes les parties du monde et il ne devra y avoir aucune hésitation ni crainte de trop produire.

Ces efforts doivent être faits rapidement si l'on veut obtenir d'heureux résultats. Déjà, lorsque la Conférence de la FAO se réunira, on labourera les chaumes dans l'hémisphère nord pour les blés d'hiver. Pour commencer, beaucoup de pays pourraient augmenter la superficie de leurs semailles d'automne bien au delà de ce qu'ils se sont déjà fixé, et devraient s'efforcer d'ensemencer une superficie maximum d'ici Noël. Cette première action devrait être suivie d'efforts similaires, au début de 1948, dans les hémisphères nord et sud, cette fois-ci pour toutes les cultures alimentaires.

Pour réaliser un programme aussi ambitieux, les pays déficitaires doivent obtenir plus de matériel et d'approvisionnements. Ils ne possèdent pas assez de tracteurs. On prévoit qu'on pourra exporter en 1947/48 un peu plus de 100.000 tracteurs. Mais il n'est pas certain que cette quantité soit suffisante ni qu'elle puisse être livrée à temps. Un certain nombre de tracteurs devraient être livrés dans les deux mois qui viennent et le reste au plus tard en février. Un programme de livraisons rapides ne pourra être établi que si les gouvernements des pays fournisseurs sont disposés à accorder les priorités nécessaires aux commandes étrangères.

Il faut plus d'engrais, surtout de l'azote. L'étude sur les engrais, préparée pour la Conférence de Genève (document de conférence

C47/27) montre que les divers pays pourraient absorber 3,8 millions de tonnes d'azote, mais qu'ils espèrent en recevoir seulement 2,9 millions. Il y a des usines en Europe qui pourraient produire plus d'azote si elles recevaient plus de charbon. Il y a des usines en Amérique du Nord qui ont un rendement inférieur à leur capacité, tandis que d'autres vendent de l'ammoniaque liquide pour des usages industriels moins importants. Les approvisionnements en potasses sont également incertains. Les livraisons seront peut-être trop minimales ou trop tardives, ou les deux à la fois. Il reste juste assez de temps pour réviser les programmes de production d'engrais. Si de promptes mesures pouvaient être prises, des quantités très supérieures pourraient être livrées aux agriculteurs avant février, c'est-à-dire à temps pour les façons de printemps dans l'hémisphère nord.

Certaines graines de semence sont en quantité insuffisante. Cela est particulièrement vrai en Europe pour les cultures bisannuelles de racines alimentaires qui ont souffert d'un dur hiver. De promptes importations de variétés appropriées, provenant généralement des pays voisins, mais aussi dans certains cas de pays d'outre-mer, contribueraient sérieusement à accroître l'année prochaine le rendement par hectare.

La demande en insecticides et produits similaires dépasse les disponibilités. Non seulement les produits traditionnels tels que le sulfate de cuivre et l'arséniate de plomb ne sont pas produits en quantités suffisantes, mais la plupart des pays déficitaires ne reçoivent pas les produits nouveaux et plus efficaces mis au point pendant la guerre. Les pertes en céréales, riz, pommes de terre, raisins et autres fruits, ont été lourdes à cause du manque de produits appropriés. Un rapide examen des besoins, suivi de promptes commandes, pourrait assurer d'ici le printemps prochain des approvisionnements beaucoup plus adéquats.

Cette insuffisance de ce qui serait nécessaire pour stimuler la production agricole tient en grande partie à la lenteur de la reconstruc-

tion industrielle. Chaque pays pourrait faire plus pour lui-même dans ce domaine, et surtout les pays européens déficitaires, si les matières de base telles que le charbon et les produits chimiques étaient plus faciles à obtenir. Il faut plus de charbon pour la production des engrais ; dans les usines métallurgiques il faut plus d'acier pour fabriquer des machines et de l'outillage agricoles et pour la restauration des moyens de transport ; une plus grande quantité de produits chimiques devrait être attribuée à la fabrication des engrais et des insecticides. Mais cela ne peut pas être réalisé rapidement, surtout si l'on considère qu'une condition préalable est l'augmentation des rations alimentaires des travailleurs des mines de charbon et des autres industries lourdes. En attendant, les approvisionnements supplémentaires en machines, engrais et insecticides doivent être trouvés dans d'autres pays, ce qui à son tour pose le problème de devises étrangères.

Ce qui s'impose c'est une action concertée des gouvernements en vue de prendre les mesures de crise nécessaires. Chacun devrait déclarer ce qu'il peut faire pour s'aider lui-même et jusqu'à quel point il peut mettre à la disposition des autres des approvisionnements agricoles excédentaires. Ensuite, un exposé d'ensemble devrait être établi montrant ce qui doit être demandé à des sources extérieures, fixant les dates-limites de livraison et indiquant les questions financières qui se posent.

En ce qui concerne les produits alimentaires et agricoles, un groupe de nations européennes prend déjà des mesures dans ce sens. Un tel exposé quant aux besoins de l'Europe en bois de construction a déjà été fait au cours de la conférence de Marianské-Lazné. Mais d'autres nations ont des besoins identiques, et il est urgent qu'elles aussi formulent des programmes communs. Si ces besoins pouvaient être coordonnés sur une base régionale, tout en tenant compte d'une manière réaliste des possibilités de livraison dans les mois à venir, les pays fournisseurs seraient plus facilement à même d'examiner quelles mesures spéciales nouvelles pourraient permettre de faire face à la situation. **Étant donné l'urgence du problème, la Conférence de Genève désirera peut-être recommander qu'immédiatement après la session de Genève la FAO convoque un comité intergouvernemental « ad hoc » dans chaque grande région déficitaire pour effectuer cette tâche.** La FAO serait disposée à y participer en fournissant tous les renseignements dont elle dispose et en prêtant le concours de ses services.

Une chose ressort clairement maintenant, à savoir que la pénurie de denrées alimentaires et de plusieurs autres produits agricoles n'est pas une affaire de courte durée, pour un ou deux ans, comme on l'avait pensé tout d'abord. Cette situation se prolongera au cours des années 1948, 1949 et peut-être 1950. C'est ainsi que le déficit en céréales continuera au moins encore un an étant donné que la récolte de 1948, aussi abondante soit-elle, ne permettra pas d'abolir le rationnement du pain dans tous les pays. Le rapport du Groupe d'étude pour le riz convoqué par la FAO dans l'Inde, où il s'est réuni du 16 mai au 6 juin 1947, envisage une sérieuse pénurie de riz pour les quatre ou cinq années qui viennent. La pénurie de matières grasses et d'huile comme des produits du bétail durera vraisemblablement au moins jusqu'à 1950.

D'ailleurs, le problème ne consiste pas seulement à ramener la production agricole jusqu'à son niveau d'avant guerre dans les régions dévastées. Ce qui était considéré comme « normal » en 1939 est maintenant insuffisant. La population mondiale s'est accrue d'environ 175 millions depuis le début de la guerre, et chaque année il y a de 15 à 20 millions de bouches nouvelles à nourrir. Dans quelques-unes des régions autrefois considérées comme excédentaires en produits alimentaires, la poussée de l'industrialisation a causé une augmentation ou des changements dans la consommation intérieure ainsi qu'une réduction, peut-être permanente dans certains cas, des exportations alimentaires. Dans beaucoup de pays industriels, le haut niveau actuel de l'emploi ainsi qu'une modification profonde dans la répartition du revenu national ont accru dans des proportions importantes la demande en nourriture de la part des classes à faibles revenus.

Il y a encore deux points à relever. D'une part, le public se rend de plus en plus compte de l'importance qui s'attache à l'amélioration des régimes alimentaires. D'autre part, les gouvernements ont de plus en plus reconnu, tant par leur politique des prix que par des programmes de distributions spéciales d'aliments, l'obligation non seulement de prévenir la faim, mais encore de mettre à la portée de toutes les classes sociales des régimes alimentaires satisfaisants quant à la quantité et à la qualité afin de permettre un développement physiologique complet et une pleine capacité de travail.

Pour ces raisons, les nations doivent élaborer des plans non pas simplement en vue de surmonter une situation de crise, mais pour

relever d'une manière permanente le niveau de la production alimentaire. Il en résulte que les mesures à prendre pour combattre les pénuries ne peuvent toutes être à court terme. Beaucoup de ces programmes doivent être à long terme, en vue de l'expansion de la production, et ils s'étendront sur un certain nombre d'années. Ce sont ces programmes qui posent des problèmes de politique à long terme et qui suscitent dans l'esprit de certains la crainte d'excédents éventuels.

Ainsi, les problèmes à court et à long terme s'entremêlent et il serait dangereux dorénavant de vouloir les traiter séparément. Comme l'a souligné la Commission préparatoire, il faut

un organisme unique dans lequel les gouvernements puissent discuter toutes les questions afférentes à la production et aux marchés, aux pénuries et aux excédents, les unes en relation avec les autres. La Commission a recommandé que l'occasion d'en discuter soit donnée au cours de la session annuelle de la Conférence de la FAO et qu'un conseil de la FAO soit établi pour traiter ces problèmes entre les sessions.

**Si au cours de la Conférence de Genève un tel conseil est créé, on devra probablement lui demander de reprendre et de coordonner avec ses autres activités les fonctions actuellement exercées par le Conseil international de la crise alimentaire.**

#### 4. LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Les gouvernements sont à juste titre préoccupés par l'obtention des denrées alimentaires pour l'année prochaine et aussi des produits indispensables pour augmenter la prochaine récolte. Bien que ce soit d'une importance vitale, ce n'est pas assez. Même les pénuries temporaires ne peuvent pas être surmontées uniquement par des expédients de crise. De plus, il y a les pénuries à long terme qui se traduisent par la sous-alimentation chronique de la moitié de la population du monde. Des programmes à long terme pour l'expansion de la production sont nécessaires si les régimes alimentaires des habitants de l'Europe doivent être élevés de 2.300 calories au niveau désirable d'environ 2.800 à 3.000 calories. Combien plus ces programmes sont-ils nécessaires si l'on se propose de commencer à augmenter les rations alimentaires de centaines de millions d'êtres qui n'ont jamais eu plus de 2.000 à 2.200 calories ! Une telle politique doit être conçue de manière à permettre au pouvoir d'achat du consommateur et à la production d'autres articles de consommation de croître en même temps et dans une proportion convenable.

Dans chaque partie du globe, des programmes étendus et complets doivent être établis en vue de l'expansion ordonnée de la production agricole. Il y a par exemple les pays à population dense, mais peu développée, dans lesquels on dispose de très peu de terre pour nourrir la population. Dans l'Inde, la superficie de terre cultivée par habitant n'est que de 0,2 hectare, et dans quarante ans, étant donné l'accroissement de la population, elle tombera à moins de 0,13 ha. Dans les pays développés, où le niveau de l'agriculture est

comparativement élevé, il faut 0,6 ha. pour nourrir un homme. Il s'ensuit que dans l'Inde, en Chine et dans d'autres pays surpeuplés, bien que les superficies cultivées puissent peut-être être légèrement accrues, l'aide technique donnée à l'agriculture doit être dirigée vers l'augmentation du rendement par unité de superficie. Même si les rendements de la plupart des pays avancés pouvaient être atteints et dépassés la nourriture serait toujours en quantité insuffisante et pour obtenir des régimes alimentaires convenables, ces pays asiatiques devraient devenir de gros importateurs de denrées alimentaires.

Le Gouvernement de l'Inde a publié les buts qu'il veut atteindre dans le domaine de la nutrition et est en train de mettre au point un plan pour l'agriculture. La Chine, dans son rapport périodique, expose d'ambitieuses visées quant à la production. Le Siam, sous réserve que sa demande d'adhésion soit approuvée, a demandé à la FAO d'envoyer une mission technique pour le conseiller au sujet de l'expansion agricole. Les conclusions du récent Groupe d'étude pour le riz, dont le rapport est communiqué à la Conférence pour examen<sup>6</sup> soulignent le besoin urgent d'augmenter les approvisionnements de cet aliment de base, et la FAO, si la Conférence l'accepte, prendra des mesures en vue de prêter son concours tout spécial aux régions productrices de riz. Etant donné la rapidité avec laquelle la population augmente, chaque année de retard rend ces problèmes de plus en plus inextricables. L'armée révolutionnaire des

<sup>6</sup> FAO, *Rapport du Groupe d'étude pour le riz*, Washington, D. C., août 1947.



hommes de science et des techniciens de l'agriculture doit agir rapidement.

Le cas est tout différent dans les pays à la fois peu peuplés et peu développés. Ici, les problèmes économiques sont moins compliqués et le champ ouvert à l'expansion agricole est large. De vastes étendues de terre ne sont pas encore mises en valeur, principalement parce que ni les ingénieurs ni les médecins n'ont été mis au travail pour les rendre habitables. Un ou deux projets ont été lancés récemment qui donnent une idée de ce qu'il est possible de faire. C'est ainsi que les Gouvernements britannique et français ont chacun annoncé des plans en vue de la culture mécanisée en grand des arachides dans leurs territoires africains. Ces programmes, s'ils sont menés à bien, donneront des quantités très importantes d'huile ; toutefois, ils ne s'appliquent qu'à une très petite fraction des terres cultivables. Ou bien encore, certains gouvernements de l'Amérique latine, comme le Brésil et le Mexique, ont annoncé de vastes programmes d'immigration qui comportent le défrichement de nouvelles terres pour la colonisation et la production agricole.

Dans les deux continents, des travaux de pionniers doivent être entrepris. Dans l'un comme dans l'autre, une énorme frontière doit être repoussée. Leurs possibilités sont jusqu'ici restées complètement incomprises.

Il s'agit d'un vaste programme de développement des routes, des voies ferrées, des rivières, de l'agriculture et de l'industrie. De nouvelles terres doivent être mises en valeur. Les terres peu habitées pourraient offrir des possibilités de développement par le drainage, l'irrigation, ou par des mesures d'hygiène et de salubrité. Les deux continents pourraient produire des denrées alimentaires bien au delà de leurs besoins et devenir des greniers d'approvisionnement pour les régions à population dense des autres parties du monde. Mais si on doit leur demander de faire de gros investissements en vue de l'exportation d'une production accrue, ils doivent avoir quelque assurance que leurs produits seront achetés à des prix raisonnables. Ils hésiteront peut-être et s'abstiendront, à moins que les nations puissent conclure des accords internationaux satisfaisants pour l'utilisation de toutes les denrées alimentaires qui seront produites.

Finalement, il y a un groupe de pays dont l'agriculture est plus avancée et dans lesquels il reste aussi beaucoup à faire. Il y a encore de la place pour une application bien plus large des méthodes scientifiques à la culture

ordinaire ; il est possible de se concentrer davantage sur les cultures qui assurent un revenu élevé ; on peut mécaniser davantage la culture et améliorer les conditions de travail ; il y a encore beaucoup à faire pour la modernisation des marchés ainsi que des industries de transformation des denrées alimentaires. Le plan agricole français se fixe des buts précis dans tous ces domaines.

Tous ces programmes pour les différents continents ont pour but commun ce que la résolution<sup>7</sup> de Copenhague définissait comme le « développement et l'organisation de la production, de la distribution et de l'utilisation des denrées alimentaires de base de manière à assurer aux peuples de tous les pays des régimes alimentaires conformes aux exigences de la santé ». Ce problème central a été expressément déféré à la Commission préparatoire chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale dont le rapport est soumis à la Conférence de Genève<sup>8</sup>. La Commission, dans son rapport, a traité assez longuement de cette question et a fait de nombreuses et précieuses recommandations aux Etats Membres et à la FAO.

Les services rendus par le personnel de la FAO en relation avec les programmes de développement peuvent prendre des formes variées : aide technique sous forme de missions, services régionaux spéciaux par l'intermédiaire desquels la FAO peut coopérer directement et d'une manière continue avec les administrateurs et les techniciens qui sont sur place, et réunions de représentants d'un nombre plus ou moins grand de gouvernements afin d'étudier ou de faire des recommandations sur des propositions d'intérêt commun. En outre, et ainsi que la Commission préparatoire l'a si vivement recommandé, la FAO est prête à saisir toute occasion en vue de collaborer avec les Nations Unies et les diverses institutions spécialisées, notamment la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation internationale du Commerce lorsque celle-ci sera établie, pour l'examen des plans d'ensemble des gouvernements en vue d'un développement économique général.

---

<sup>7</sup> FAO, *Rapport de la deuxième session de la Conférence*, Washington, décembre 1946, p. 53.

<sup>8</sup> *Rapport de la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale*, Washington, février 1947.

À Genève, la Conférence désirera peut-être recommander que les gouvernements qui n'ont pas encore communiqué d'informations à ce sujet ajoutent dans leur prochain rapport annuel à la FAO un exposé sur les programmes de développement agricole à long terme déjà arrêtés ou en cours de préparation. De plus, comme première mesure en vue d'aider à la préparation des travaux techniques de base, la Conférence approuvera peut-être la proposition tendant à établir dans le courant de l'année prochaine, des centres régionaux en Extrême-Orient, en Amérique latine et dans le Moyen-Orient. Dans chaque région les gouvernements devraient pouvoir utiliser ces centres comme lieux de discussion de leurs problèmes alimentaires et agricoles.

Il y a beaucoup à faire. La population mondiale s'accroît rapidement et la production de denrées alimentaires doit s'accroître plus rapidement. L'érosion du sol doit être arrêtée, il faut rendre fertiles les terres incultes et appliquer la science aux travaux agricoles comme à la sylviculture. Les buts fixés à la production doivent être élevés dans tous les pays.

L'année dernière la FAO a publié dans *l'Enquête mondiale sur l'Alimentation*<sup>9</sup> quelques buts provisoires à atteindre dans le domaine de la nutrition. Pour les atteindre dans les quinze années qui viennent, la production mondiale devrait augmenter de quelque 20 % pour les céréales, 35 % pour les

matières grasses, 45 % pour la viande, 100 % pour le lait et de plus de 150 % pour les fruits et les légumes. Ces buts semblent ambitieux mais l'humanité possède aujourd'hui les outils techniques permettant d'effectuer des changements révolutionnaires dans les méthodes agricoles. Il est désormais possible de s'attaquer avec succès à la sous-alimentation et à la pauvreté du monde.

Tout en utilisant cet outillage technique et scientifique d'une manière efficace, l'humanité doit également résoudre des problèmes économiques qui, de par leur nature, affectent beaucoup de nations. Aucun gouvernement, agissant seul, n'est capable de donner d'heureuses solutions à ces problèmes. En fait, tout essai dans ce sens ne pourra guère qu'aggraver les difficultés nationales et internationales. La FAO repose sur d'autres conceptions. Les nations ont créé la FAO afin que chaque pays puisse utiliser pleinement l'expérience acquise par les autres, et avoir l'occasion de participer à des consultations internationales. Le mécanisme est maintenant prêt à fonctionner et il a été proposé de le renforcer par l'établissement d'un conseil de la FAO.

Quoique les gouvernements soient aux prises avec des problèmes immédiats et urgents, ils ne peuvent pas ignorer la menace chronique de la sous-alimentation et de la pauvreté. La civilisation doit démontrer qu'elle peut apporter ses bienfaits à tous les peuples de la terre.

## 5. EXCÉDENTS LOCAUX

Au plus fort de la lutte contre les pénuries de denrées et de produits agricoles des avertissements se font déjà entendre. Il peut sembler inopportun de parler d'excédents quand des disettes existent depuis si longtemps et il est paradoxal de les appeler « excédents » quand des centaines de millions d'êtres humains manquent encore de bien des éléments les plus essentiels à l'existence. Quand des excédents apparaissent, ils ne sont que « locaux » ou « temporaires », parce qu'ils ne peuvent être immédiatement vendus à un endroit particulier ou à un moment donné. Ceux qui désirent un certain produit ne possèdent pas toujours les moyens nécessaires pour l'acheter, ou des barrières artificielles les empêchent de se le procurer.

<sup>9</sup> FAO, *Enquête sur l'Alimentation mondiale*, Washington, 6 juillet 1947.

De différents côtés on est d'avis que l'ère des excédents agricoles n'est pas très éloignée. Le manque de devises étrangères pourra réduire les importations. Les programmes actuels d'expansion des quantités exportables pourront provoquer des excédents quand la demande anormale actuelle de l'Asie et de l'Europe commencera à diminuer. Certains rapports des gouvernements montrent déjà une profonde inquiétude au sujet de ces problèmes. Déjà certains gouvernements et certains fermiers, hantés par ces craintes, réduisent leurs programmes de production au-dessous du niveau maximum. Redoutant les répercussions graves d'un rajustement éventuel, certains pays n'ont pasensemencé la totalité des superficies qui peuvent être semées en céréales. Dans certaines régions où la production du poisson est excédentaire, le nombre de bateaux de pêche en service va être

diminué. Si l'anxiété actuelle persiste au sujet des marchés de demain une grande partie des importants projets indispensables en Asie, en Afrique et en Amérique latine pourront ne jamais être mis à exécution.

Certains produits agricoles sont menacés par les progrès rapides de la technique industrielle. Comme on l'a déjà relevé, les producteurs de caoutchouc naturel, surtout les petits exploitants économiquement sans défense, qui ont réagi rapidement à l'urgente demande mondiale d'après guerre, voient leurs moyens d'existence menacés par les améliorations apportées à leurs propres méthodes de production et par les grands progrès techniques réalisés dans le domaine du caoutchouc synthétique. De même, la soie est supplantée par les fibres inventées par l'homme et les producteurs de coton et de laine auront probablement à faire face à une menace analogue par suite de l'accroissement de la production de ces fibres.

Il est facile de remédier à de telles situations comme on l'a fait avant la guerre par l'emploi de méthodes internationales de restrictions qui frappent le producteur en même temps que le consommateur. Ces méthodes sont négatives et ne devraient être employées que dans de rares occasions. La Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale, après une longue analyse de ces problèmes, a proposé une double solution.

Tout d'abord, une réorientation de la production agricole doit constituer la partie essentielle de tout programme positif tendant à aider les agriculteurs dont les produits deviennent réellement « excédentaires ». Au lieu de payer davantage aux agriculteurs pour produire moins de ces produits en excédent, il est préférable pour la communauté et pour les agriculteurs eux-mêmes de se consacrer à d'autres cultures ou de se livrer à d'autres occupations, de telle sorte que les producteurs en surnombre puissent fournir des produits qui manquent. L'établissement d'un programme d'orientation nouvelle pose fréquemment des problèmes techniques de science et de pratique agricoles, des problèmes économiques pour l'adaptation des entreprises nouvelles à la structure commerciale générale, ainsi que des problèmes d'ordre social en raison des changements apportés à des modes d'existence établis de longue date. Tout cela demande du temps ; les situations commerciales changent vite en raison de la rapidité des progrès de la technique industrielle moderne, aussi de

nombreux gouvernements viennent-ils en aide aux agriculteurs qui ont à faire face à ces problèmes de réadaptation. De tels problèmes seront sans doute plus fréquents dans l'avenir. La FAO est maintenant en mesure d'aider les gouvernements qui désireront obtenir de l'extérieur une assistance technique ou des avis.

La deuxième série de recommandations avancées par la Commission préparatoire porte sur les accords intergouvernementaux sur les produits. La Commission a estimé que de tels accords constituaient un excellent mécanisme administratif pour traiter du problème des excédents. Selon la Commission, ce ne sont pas les accords intergouvernementaux qui sont mauvais, ce sont les mesures restrictives. Des accords peuvent et doivent être conclus en vue d'atteindre des buts définis tels que : l'accroissement de la production, la réduction des prix de revient, l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs et l'équilibre à un niveau élevé entre l'offre et la demande.

Un mécanisme de consultation intergouvernementale est aussi souhaitable et nécessaire à l'accroissement de la production qu'il l'est pour traiter du problème des excédents ; à vrai dire, les excédents ne sont que le résultat occasionnel et local d'une augmentation de la production et il serait souvent avantageux de réunir les gouvernements afin qu'ils procèdent à une étude complète des deux problèmes. L'importance d'une action internationale pour une expansion ordonnée comme pour l'écoulement des excédents est reconnue par le projet de charte de l'Organisation internationale du Commerce (Projet de Charte, Chapitre VII). Aux termes de ce chapitre, des restrictions ne seraient imposées que si de gros stocks excédentaires, ou encore un chômage total ou partiel, existent ou sont en voie de se développer. Ce chapitre souligne la valeur d'accords officiels ou officieux sur les produits dans une grande variété de cas. Pour certains produits agricoles, par exemple, l'accord pourrait se limiter à prévoir un échange d'informations statistiques par l'intermédiaire de la FAO. On pourrait établir un programme commun d'activités régionales : irrigation, conservation des sols, prévisions de récoltes, réformes du marketing, éducation en matière de nutrition, sur le modèle des mesures proposées dans le rapport du Groupe d'étude pour le riz. Un groupe d'étude intergouvernemental pourrait être créé pour surveiller les tendances d'un produit particulier sur le marché mondial et donner des avis sur les mesures éventuelles à prendre. Un accord détaillé complet sur les produits pourrait également être établi.

La FAO peut rendre de grands services dans tous ces domaines. Elle informera régulièrement les gouvernements des changements dans la situation mondiale des produits, et la Conférence annuelle donnera l'occasion à tous les Etats Membres d'examiner les problèmes à mesure qu'ils se posent. La Conférence peut être utilisée comme un forum pour l'examen des nombreux aspects des problèmes des produits : accroissement de la production, encouragement à la consommation, modernisation du marketing. Il y a avantage à étudier simultanément ces divers aspects que ce soit à la Conférence annuelle ou dans un groupe d'étude. Par exemple, dans de nombreux cas, un progrès effectif dans l'accroissement de la production dépend des garanties et des assurances données quant aux marchés d'exportation éventuels. Réciproquement, le remède efficace aux conditions créées par la pression d'excédents sur le marché international peut fréquemment se trouver dans une réorientation de l'agriculture ou dans la stimulation de la consommation.

En relation avec ce qui vient d'être dit, l'attention de la Conférence à Genève est particulièrement attirée sur la proposition de la Commission préparatoire concernant les prix de vente spéciaux. Selon la Commission, cette mesure « améliorerait le standard de nutrition des pays bénéficiaires pendant la période de développement et pourrait éviter l'obligation pour les pays exportateurs de réduire la production ou de détourner les excédents de produits alimentaires des usages non alimentaires »<sup>10</sup>. Les ventes à prix spéciaux, bien qu'elles soient négociées entre pays, seraient effectuées dans le cadre des accords sur le contrôle des produits. La possibilité de telles ventes a été prévue dans le projet d'accord international sur le blé, rédigé à Londres en avril dernier. **La Conférence voudra peut-être à Genève demander à la FAO et à son conseil de poursuivre l'étude de ce sujet, en particulier pour les produits pouvant faire l'objet de négociations en vue d'un accord au cours de l'année prochaine.**

## 6. L'EXAMEN DES PROGRAMMES ET LE CONSEIL DE LA FAO

La situation de l'alimentation et de l'agriculture en 1947 nécessite qu'un effort général soit fait pour accroître la production. Elle impose la mise en œuvre immédiate de programmes à court terme ; mais l'établissement de programmes d'expansion à long terme pour tous les pays et tous les continents constitue la seule solution définitive et ces programmes doivent comporter un mécanisme additionnel permettant de prendre des mesures appropriées pour disposer des excédents locaux qui pourraient se former.

L'état de l'alimentation et de l'agriculture demande des consultations intergouvernementales plus fréquentes et couvrant un plus grand nombre de problèmes qu'auparavant. La coopération n'est pas seulement nécessaire pour l'accomplissement de tâches telles que l'allocation de denrées déficitaires ou l'évaluation des besoins particuliers des régions dévastées par la guerre — aussi importantes que ces tâches puissent être — mais également pour mobiliser tout ce qui est nécessaire à la préparation de la prochaine récolte et pour commencer à appliquer les mesures à long terme qui permettront de résoudre définitivement les pénuries d'aujourd'hui.

Pour que des résultats concrets dans cette di-

rection puissent être obtenus, il faut que : 1) des renseignements plus complets soient donnés à la FAO par les gouvernements aussi bien par l'envoi régulier de statistiques que dans les rapports périodiques ; 2) des analyses exactes des faits, que la FAO doit être en mesure de communiquer de plus en plus fréquemment ; 3) un forum où les gouvernements examinent les faits et décident des mesures à prendre.

La Commission préparatoire était pleinement consciente de la nécessité de créer ce forum quand elle recommanda qu'on procède à l'examen annuel des programmes et qu'on établisse un conseil de la FAO, *Conseil mondial de l'alimentation*. En reprenant les propres termes de la Commission<sup>11</sup>, l'examen du programme couvrirait les sujets suivants :

- « 1) La situation et les perspectives de la production, de la commercialisation et de la consommation des produits agricoles qui exercent une grande influence sur les intérêts des producteurs et des consommateurs ;

<sup>10</sup> FAO, *Rapport de la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale*, p. vii.

<sup>11</sup> *Ibid.*, par. 245 et 250, pp. 60-61.

« 2) Les politiques nationales et les programmes intérieurs que les Etats Membres ont adoptés ou envisagent d'adopter et leur influence sur l'économie des autres pays ;

« 3) Les demandes soumises pour la mise en application de programmes de prix spéciaux, et de toutes les questions s'y rapportant.

« Le grand mérite de cet examen annuel sera de permettre aux autorités responsables des Etats Membres *a)* d'étudier dans quelle mesure l'ensemble de leurs programmes nationaux respectifs s'intègrent dans un système mondial cohérent, *b)* de se rendre compte à quel point il sera nécessaire de modifier les programmes nationaux ou les opérations intergouvernementales sur les produits, de manière à en éliminer les contradictions. »

La Commission préparatoire estima toutefois que dans la situation incertaine actuelle de l'économie, il ne serait pas suffisant d'examiner seulement une fois par an les problèmes mondiaux de l'alimentation et de l'agriculture. Reconnaisant la nécessité de consultations intergouvernementales plus fréquentes, la Commission a proposé en conséquence la création d'un conseil de la FAO pour servir de lien entre les discussions générales auxquelles donnera lieu l'examen annuel des programmes. La Commission a défini comme suit la tâche du conseil : « se tenir constamment au courant des questions devant figurer à l'examen annuel des programmes, et conseiller sur ces questions les Etats Membres de la FAO, les conseils intergouvernementaux sur les produits et les autres institutions intergouvernementales spécialisées ». Le conseil devra entre autres :

« 1) Suivre l'évolution des accords intergouvernementaux sur les produits agricoles en projet ou déjà conclus, notamment l'évolution dans le volume des quantités disponibles, l'utilisation des réserves alimentaires et des stocks de secours en cas de famine, les changements dans les politiques de production et des prix ainsi que les programmes spéciaux d'alimentation pour les groupes sous-alimentés ;

« 2) S'efforcer de coordonner les politiques en matière de produits agricoles tant nationales qu'internationales, et d'en éliminer les contradictions ;

« 3) Donner des avis sur les mesures d'urgence, celles par exemple qui concer-

nent l'exportation et l'importation des approvisionnements ou de l'équipement nécessaire à la production agricole. »<sup>12</sup>

La Commission préparatoire montra ainsi qu'elle désirait que le conseil participât à toutes les phases des activités de la FAO : les mesures de secours à court terme à prendre en vue de fournir le matériel et les approvisionnements, les politiques agricoles de développement à long terme, et les études internationales ou les accords conclus pour des produits particuliers.

Pour la première année, il est souhaitable que le conseil s'attache plus particulièrement à l'examen des problèmes urgents exposés dans les pages précédentes. Certains problèmes ont par eux-mêmes un caractère avant tout régional, et le conseil pourra donc les traiter comme tels, avec le concours des gouvernements des régions intéressées et des services régionaux que la FAO est en train d'organiser. D'autres problèmes concernent essentiellement les produits. Le conseil devra arrêter ses propres procédures qui devront pouvoir s'adapter aux diverses phases de ses travaux ainsi qu'à une situation constamment en évolution.

En attirant l'attention vers les problèmes les plus importants de la période 1947/48, la Conférence décidera peut-être à Genève de recommander que le conseil :

1. Consulte les Etats Membres en vue d'assurer la mobilisation maximum des denrées pour la consommation humaine au cours de 1947/48, y compris le renforcement de la collecte des produits alimentaires et des mesures pour économiser les denrées.

2. Assume au nom de la Conférence les fonctions actuellement remplies par le Conseil international de la crise alimentaire (IEFC) et maintienne le régime des allocations internationales des denrées et des engrais pour lesquels il y a pénurie, en reprenant les Comités de produits de l'IEFC qui existent encore, afin d'assurer la continuité.

3. Prenne des mesures pour accélérer la livraison du matériel nécessaire à l'accroissement de la récolte de 1948, y compris la coordination des besoins et, si cela est nécessaire, en faisant des

<sup>12</sup> Résumé abrégé. On trouvera les fonctions détaillées du conseil dans le paragraphe 252 du *Rapport de la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale.*

accords spéciaux pour l'achat et la livraison.

4. Assiste les Etats Membres dans l'établissement et l'application de programmes nationaux et régionaux à long terme concernant l'agriculture et la nutrition et collabore avec les Nations Unies et les diverses institutions spécialisées sur les questions d'ordre économique général.
5. Procède à l'examen des situations particulières des produits agricoles, forestiers et de la pêche et encourage l'action commune des gouvernements quand besoin est, tout en maintenant des contacts étroits avec le Comité intérimaire de coordination.

Il est certain qu'avec le temps d'autres activités importantes seront dévolues au conseil, mais les problèmes qui viennent d'être énoncés paraissent être ceux qui demandent une priorité absolue pendant l'année prochaine.

Le conseil et l'examen annuel des programmes devraient fournir aux gouverne-

ments l'occasion de s'associer de façon étroite et continue aux travaux et aux services de la FAO et devraient leur permettre d'échanger leurs vues sur les problèmes nombreux et variés d'alimentation et d'agriculture qui se posent dans le monde. Au cours des années à venir les pays auront à faire face à des difficultés d'un caractère exceptionnel, aussi est-ce une nécessité impérieuse que des procédures internationales soient établies pour les surmonter. Les problèmes qui surgissent de tous côtés ne peuvent être laissés sans solution. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner au défaitisme dans la lutte contre la pauvreté et la famine, car si nous devions échouer dans cette lutte, ce serait une défaite pour la civilisation. Pour la première fois, il est possible aujourd'hui d'établir des programmes qui comportent une utilisation totale de la capacité mondiale croissante de production en vue de satisfaire aux besoins des populations. La nourriture, l'habillement et le logement constituent les plus essentiels de ces besoins et c'est aux Etats Membres, associant leurs efforts dans la FAO, qu'il incombe de mener cette tâche à bien.